

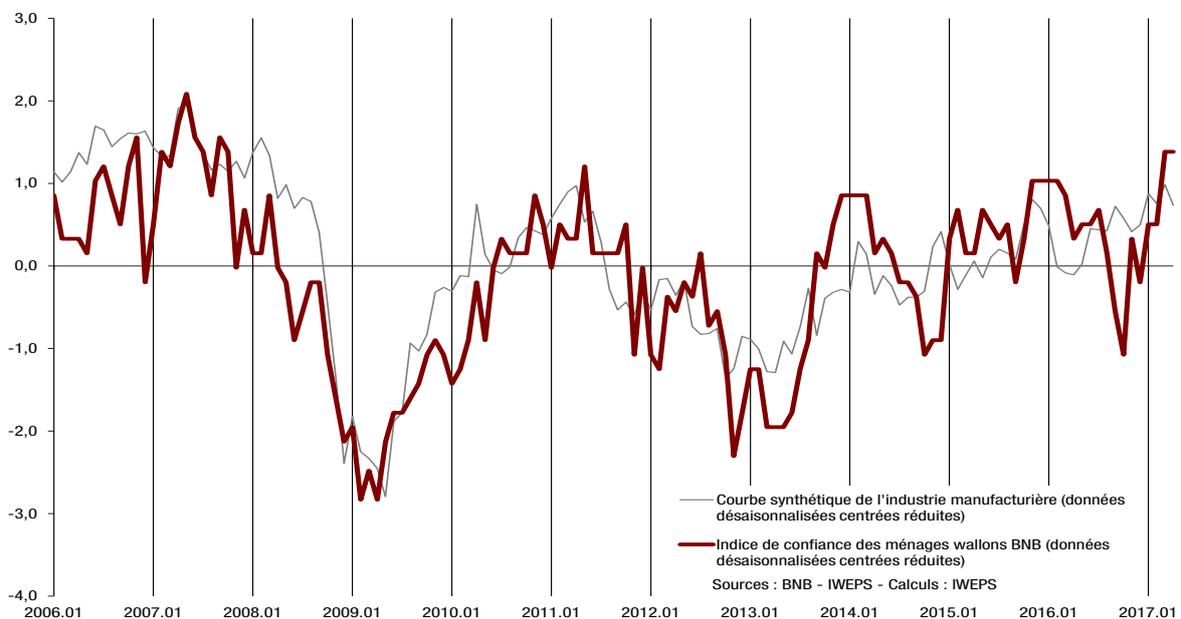
Note mensuelle de conjoncture wallonne

Mai 2017

L'IWEPS est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

Situation économique globale

- La confiance des entreprises manufacturières s'est redressée fortement depuis le printemps 2016, pour atteindre des niveaux élevés en ce début d'année 2017.
- La confiance des ménages wallons s'est fortement renforcée en ce début d'année 2017.
- Le nombre des demandeurs d'emploi inoccupés en Wallonie poursuit son recul: -4,7% en avril sur un an.
- La production industrielle progressait de nouveau en février 2017 de +0,8% par rapport à février 2016 (moyenne sur trois mois).



LE CHIFFRE DU MOIS:

+2,28%

de hausse des prix
à la consommation
en avril 2017

Synthèse

Les derniers indicateurs conjoncturels anticipent une reprise de l'activité de l'industrie wallonne dans les prochains mois. Quant à la confiance des ménages, après avoir été ébranlée par les annonces de suppression d'emploi fin 2016, elle s'est renforcée depuis le début de l'année 2017. Cette tendance pourrait annoncer une reprise des dépenses des ménages qui sera cependant tempérée par la remontée des prix.

LES ENTREPRISES

En 2016, la hausse de la production industrielle (hors construction), qui atteignait un niveau élevé en début d'année, s'est ralentie en cours d'année pour ne plus enregistrer qu'une faible croissance en février 2017. Cependant, le chiffre d'affaires des entreprises exprimé en valeur était encore en hausse sur un an au dernier trimestre 2016. Cette différence de tendance opposée s'explique par la forte augmentation dans le secteur des services, mais aussi par un déstockage.

De fait, au cours de 2016, les indicateurs de confiance issus des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises manufacturières marquaient un tassement depuis février, les données ont cependant rebondi depuis l'été 2016 pour largement dépasser leur moyenne de long terme en ce début 2017 tant pour les enquêtes sur les carnets de commandes qu'au travers de l'indicateur synthétique du secteur. La dernière tendance des indicateurs conjoncturels traduit donc une amélioration prochaine de l'activité de l'industrie manufacturière. Les indicateurs issus des enquêtes de conjoncture sont en effet réputés refléter l'activité de l'industrie manufacturière dans les prochains mois.

Alors que les ventes à l'étranger, exprimées en valeur, s'inscrivaient en net recul au début 2016, dû à un terme de l'échange très défavorable (effet prix), le recul des exportations n'a cessé de s'améliorer jusqu'à l'été dernier. Les dernières données depuis fin 2016 enregistrent de nouveau une forte hausse sur un an (de +12,7% en janvier 2017, moyenne sur trois mois). Selon les dernières données des enquêtes sur les carnets de commandes à l'exportation, une poursuite de l'amélioration des ventes à l'étranger est attendue. Quant aux importations, toujours exprimées en valeur, elles enregistrent en janvier 2017 une faible hausse sur un an de +1,5% (moyenne sur trois mois).

LES MÉNAGES

En septembre 2016, suite aux annonces successives de pertes d'emploi, l'indicateur sur la confiance des ménages avait enregistré une forte chute. Depuis, le niveau de confiance s'est redressé et est passé de nouveau au-dessus de sa moyenne de long terme, ce qui augure d'une amélioration des dépenses des ménages dans les prochains mois. Quant à la confiance dans le secteur du commerce, elle était au plus bas au début 2016. Elle connaît depuis un rebond qui l'a ramenée largement au-delà de sa moyenne de long terme. Du côté de l'investissement des ménages, le nombre des autorisations de bâtir des logements en Wallonie a enregistré

à un an d'écart une forte baisse depuis la moitié de l'année dernière. En raison du décalage de plusieurs mois qui existe entre l'obtention du permis de bâtir et le début des travaux, le secteur de la construction résidentielle connaît selon les données une détérioration de son activité depuis le second semestre 2016.

LES INVESTISSEMENTS

Selon les données des déclarations à la TVA de la DGS exprimées en valeur, alors que les investissements des entreprises en Wallonie au troisième trimestre 2016 avaient enregistré une baisse de -2,4% par rapport au même trimestre de l'année précédente, au quatrième trimestre 2016, les dernières données ont augmenté par rapport à leur montant un an plus tôt (+4,3%). Les investissements dans le secteur secondaire, y compris la construction, ont pesé sur la croissance des investissements totaux. Ils se sont en effet contractés de nouveau au quatrième trimestre 2016 de -9,6% sur un an alors qu'ils étaient déjà en recul aux deuxième et troisième trimestres. À l'inverse, les investissements dans le secteur tertiaire sont en augmentation depuis le début de l'année par rapport à l'année dernière. Ils ont de plus fortement progressé au quatrième trimestre 2016 de +25,3% sur un an.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Depuis juillet 2014, le chômage (le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés, DEI) s'est inscrit en recul sur un an (de -4,7% en avril 2017). En Belgique, pour le même mois, le chômage continue aussi à enregistrer une diminution (-4,8%). En Wallonie, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an est de nouveau en baisse sur douze mois (-4,3%) en avril 2017. Au cours du même mois, le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans poursuit un recul entamé depuis le mois de janvier 2014 atteignant sur un an -6,5%.

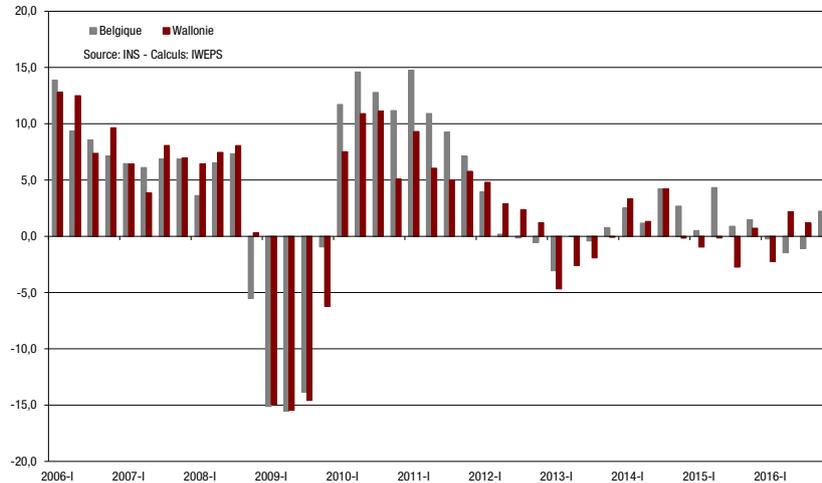
NOUVELLES DONNÉES :

- Enquête de conjoncture, BNB, avril 2017 (périodicité mensuelle)
- Enquête de conjoncture auprès des ménages, BNB, avril 2017 (périodicité mensuelle)
- Commerce extérieur, BNB, janvier 2017 (périodicité mensuelle)
- Autorisations de bâtir, SPF Economie – DGSIE, janvier 2017 (périodicité mensuelle)
- Inflation – Bureau fédéral du Plan, avril 2017 (périodicité mensuelle)
- Chômage, Forem-Onem, avril 2017 (périodicité mensuelle)
- Indices de la production industrielle, SPF Economie – DGSIE, février 2017 (périodicité mensuelle)

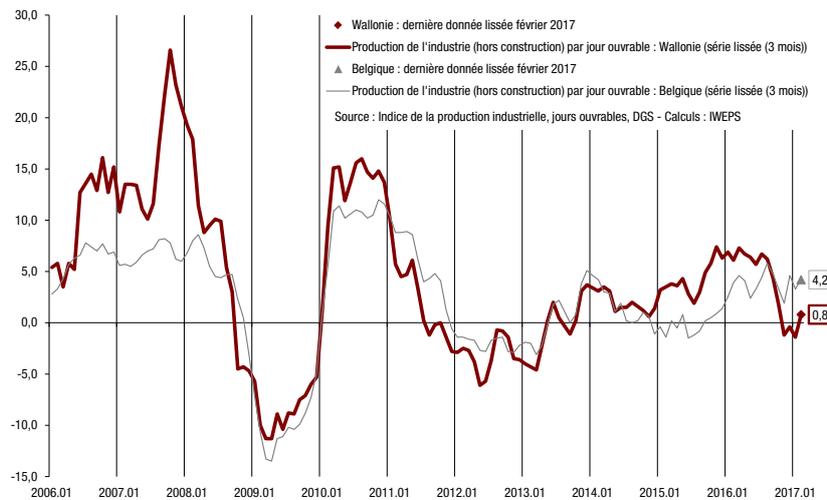
Entreprises

ACTIVITÉS DES ENTREPRISES (1)

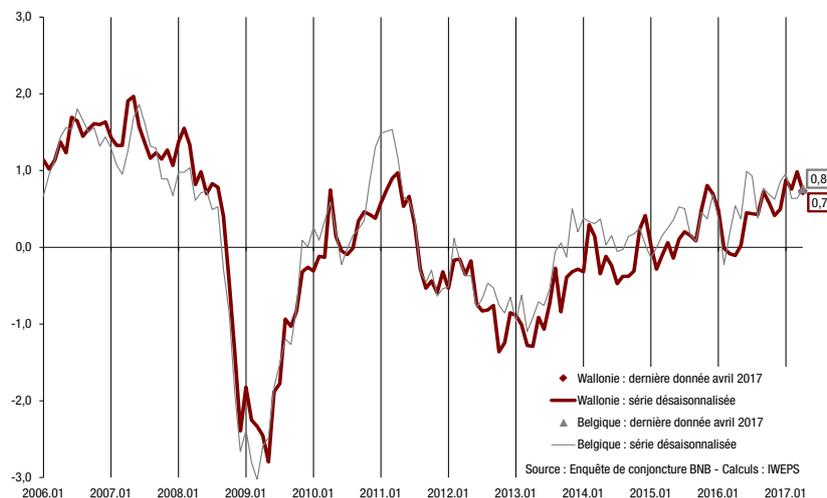
Chiffres d'affaires des entreprises selon la déclaration à la TVA, en valeur, variation à un an d'écart (%) - Wallonie - Belgique



Production industrielle manufacturière, variation à un an d'écart (%)



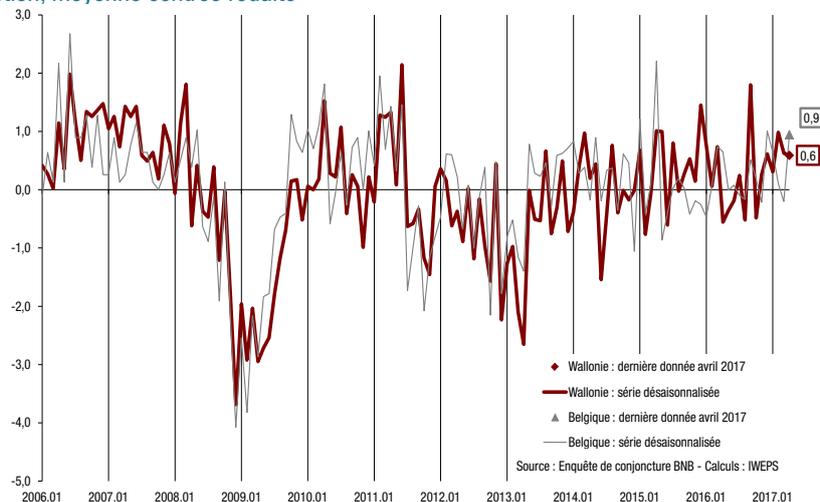
Courbe synthétique dans l'industrie manufacturière, moyenne centrée réduite



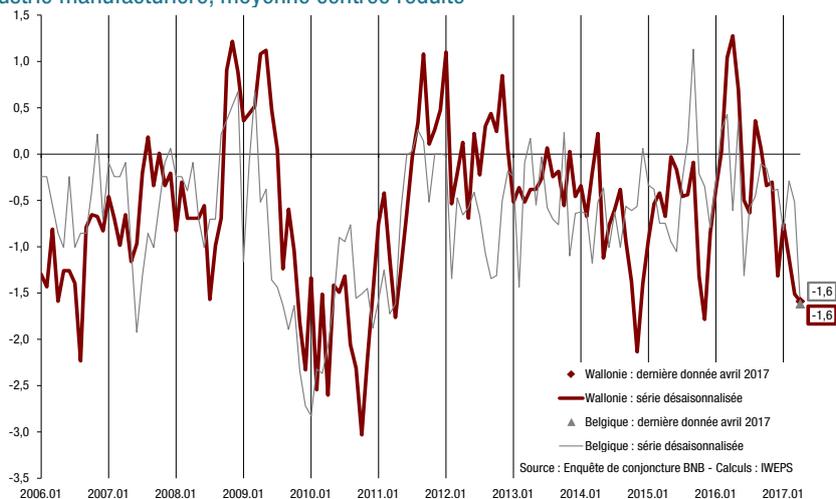
Entreprises

ACTIVITÉS DES ENTREPRISES (2)

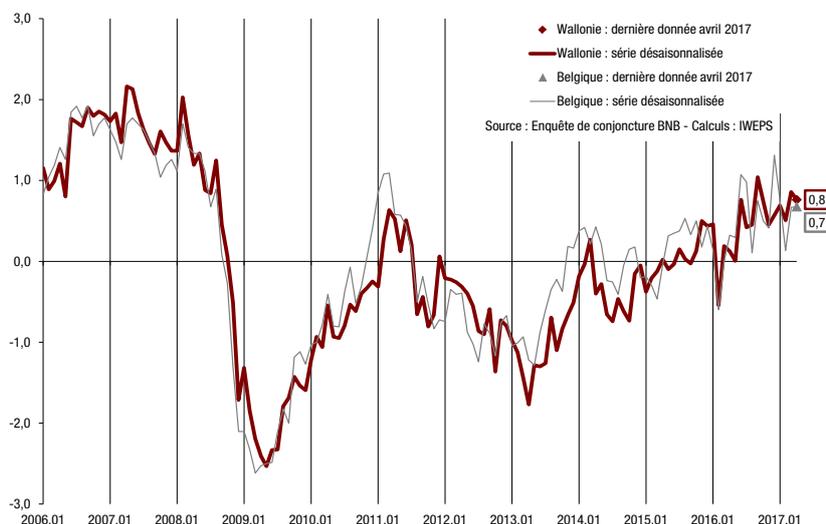
Rythme de production, moyenne centrée réduite



Stocks dans l'industrie manufacturière, moyenne centrée réduite

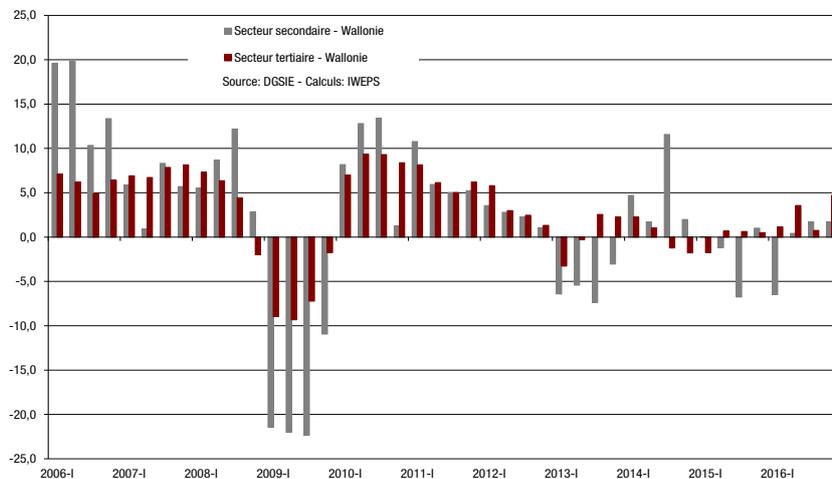


Carnets de commandes totales dans l'industrie manufacturière, moyenne centrée réduite



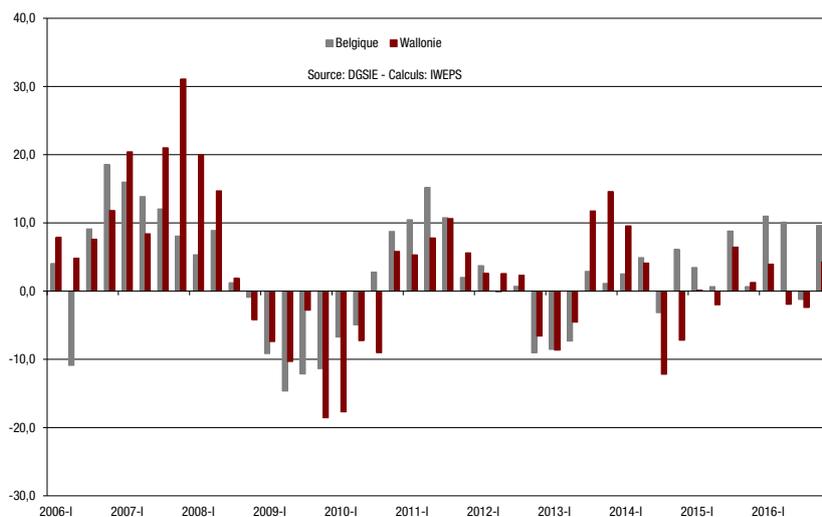
Entreprises

Chiffres d'affaires des entreprises selon la déclaration à la TVA, en valeur, variation à un an d'écart (%) - Secteurs secondaire et tertiaire

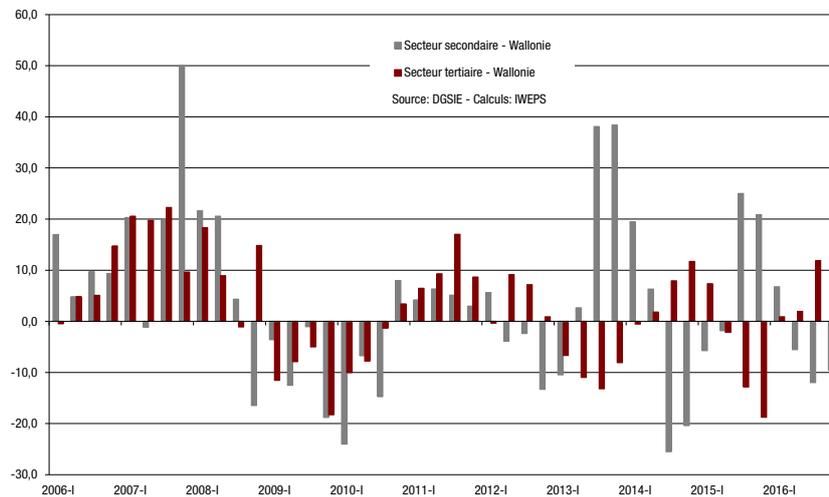


INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

Investissements selon la déclaration à la TVA, en valeurs, variation à un an d'écart (%)



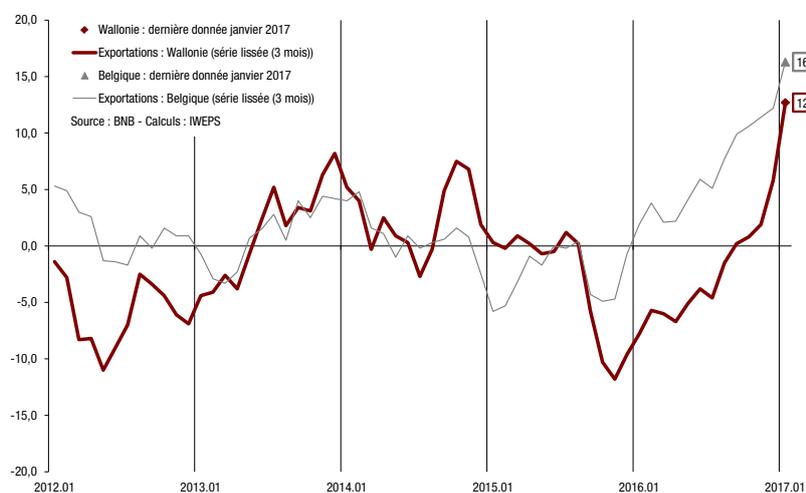
Investissements selon la déclaration à la TVA par secteur, en valeurs, variation à un an d'écart (%)



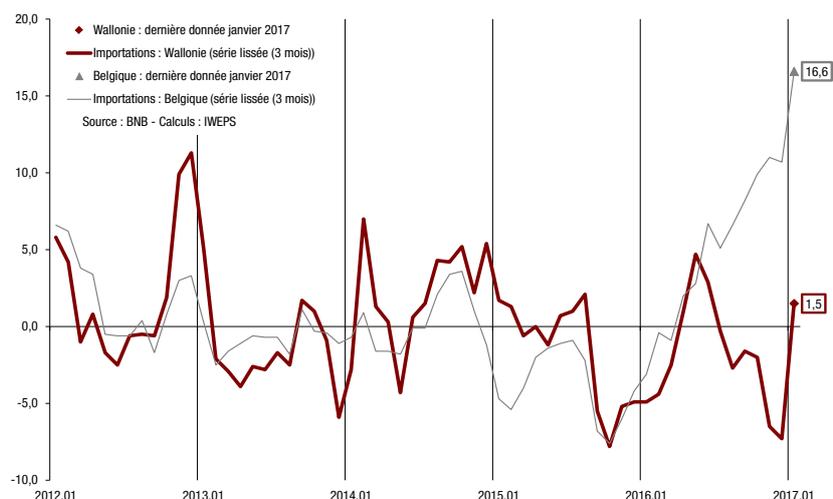
Entreprises

EXPORTATIONS DES ENTREPRISES

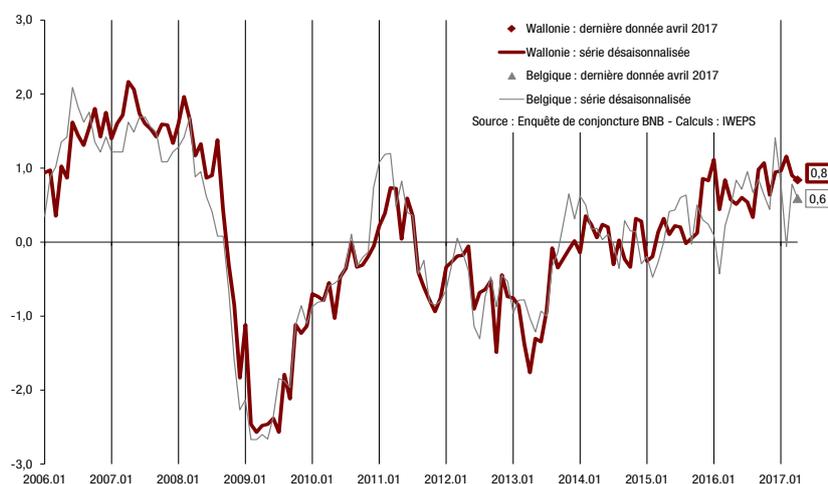
Evolution des exportations de marchandises à un an d'écart (%)



Evolution des importations de marchandises à un an d'écart (%)



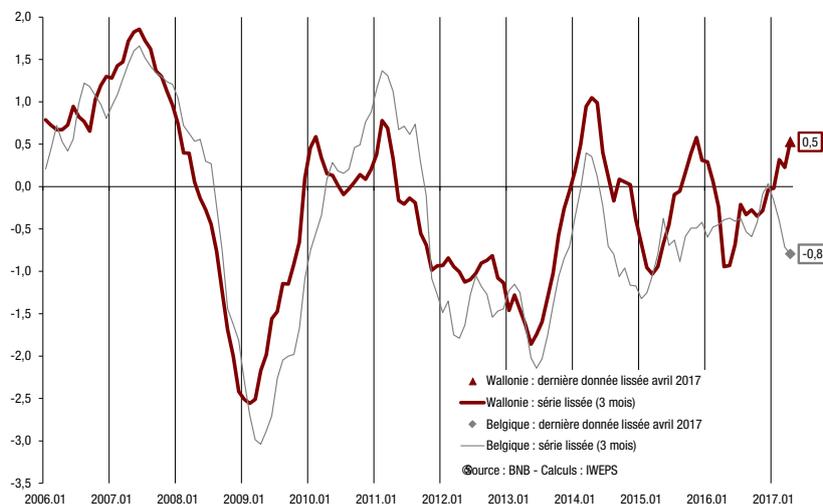
Carnets de commandes à l'exportation dans l'industrie manufacturière, moyenne centrée réduite



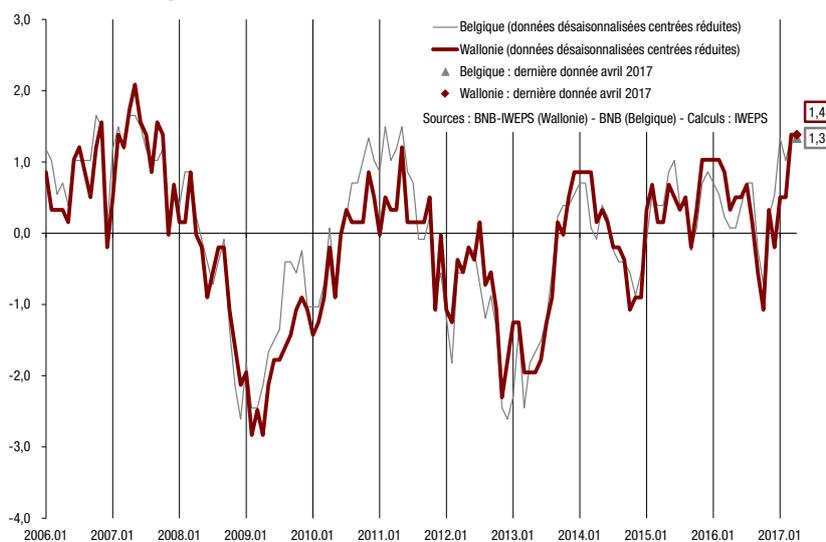
Ménages

CONSOMMATION ET INVESTISSEMENTS

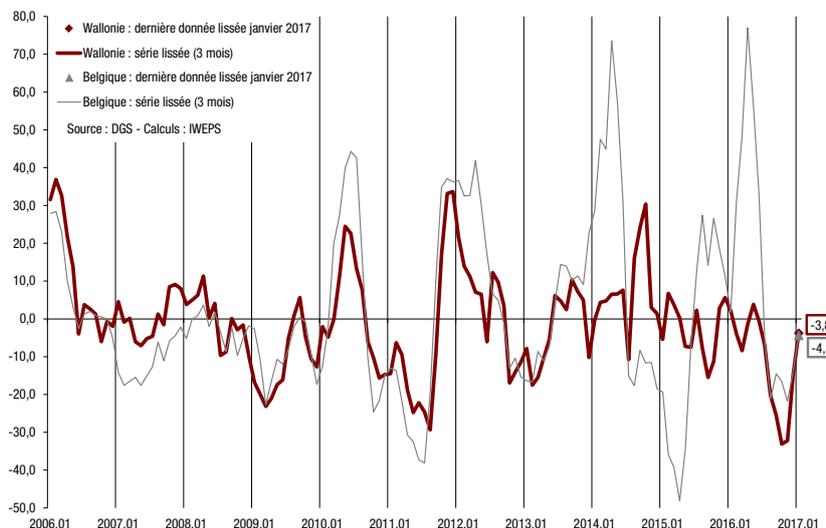
Courbe synthétique dans le commerce, moyenne centrée réduite



Indicateur de confiance des ménages



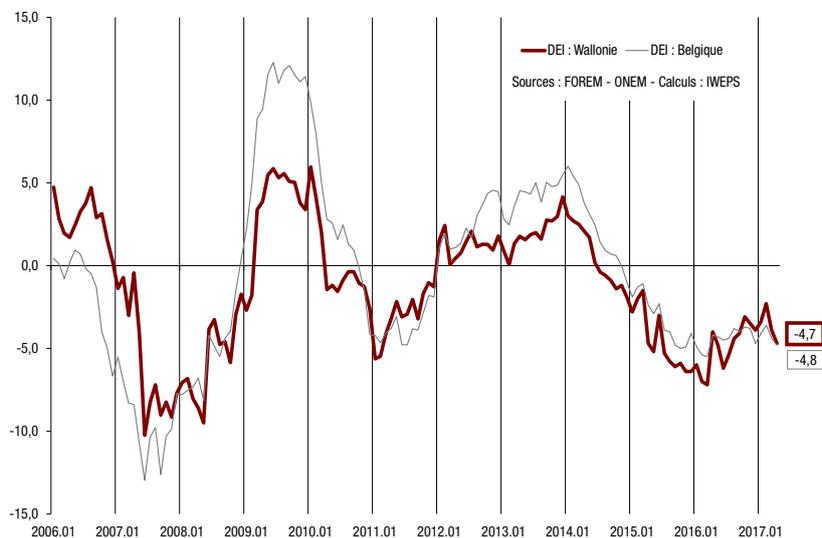
Autorisations de bâtir de logements selon la date de l'octroi, variation à un an d'écart (%)



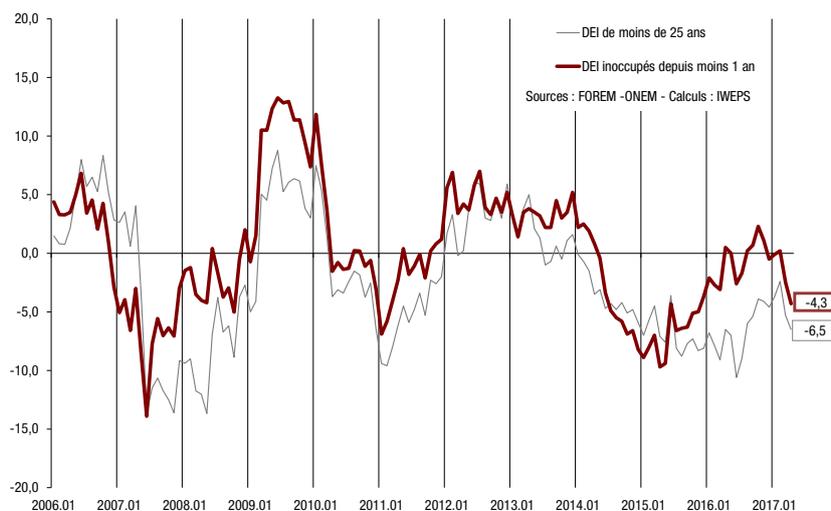
Marché du travail

CHÔMAGE ET PRÉVISION DE L'EMPLOI

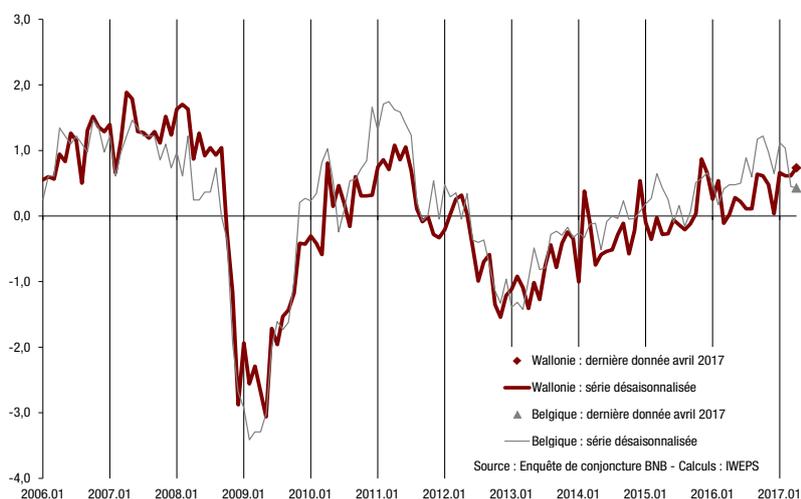
Evolution du chômage à un an d'écart (%)



Evolution à un an d'écart des chômeurs de moins de 25 ans et des chômeurs depuis moins d'un an en Wallonie

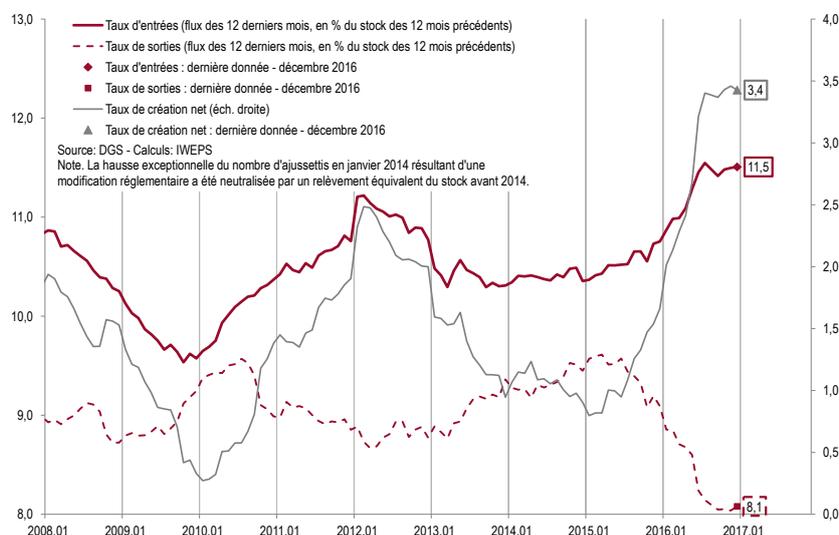


Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois dans l'industrie manufacturière

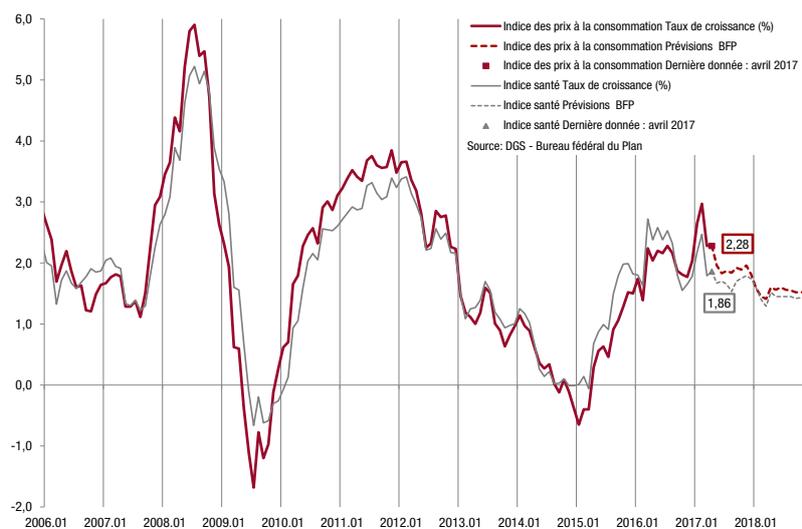


Indicateurs macro-économiques

Evolution du nombre d'assujettis à la TVA en Wallonie



Evolution et prévisions des prix en Belgique



Produits intérieurs bruts régionaux (PIB)

Région	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (1)	2016 (1)	2017 (1)
En millions d'euros (PIB en volume)								
Wallonie	79 021	79 578	79 108	78 648	79 680	80 572	81 423	82 511
Bruxelles	60 879	62 002	61 829	61 155	61 763	62 343	62 835	63 701
Flandre	193 827	198 157	199 335	200 554	203 512	206 767	209 664	213 136
En pourcentage de la Belgique								
Wallonie	24	23						
Bruxelles	18	18	18	18	18	18	18	18
Flandre	58	58	59	59	59	59	59	59
Belgique	100	100	100	100	100	100	100	100
Variations par rapport à l'année précédente en %								
Wallonie	3,9	0,7	-0,6	-0,6	1,3	1,1	1,1	1,3
Bruxelles	1,6	1,8	-0,3	-1,1	1,0	0,9	0,8	1,4
Flandre	2,6	2,2	0,6	0,6	1,5	1,6	1,4	1,7
Belgique	2,7	1,8	0,2	0,0	1,3	1,4	1,2	1,5
Zone euro	2,0	1,6	-0,9	-0,3	1,0	1,6	1,6	1,7

Sources : HEMREG - Calculs BFP, IBSA, IWEPS, SVR sur la base des comptes régionaux (ICN), OCDE - Calculs IWEPS.

Notes - 1. Estimations : HEMREG pour les régions et la Belgique, OCDE, Perspectives économiques, juin 2016 pour la Zone euro.

Indicateurs macro-économiques

Zones d'exportation des marchandises wallonnes, variations annuelles en pourcentage

Destinations	Part des exportations en 2016 en %	Variation à un an d'écart									
		2014.IV	2015.I	2015.II	2015.III	2015.IV	2016.I	2016.II	2016.III	2016.IV	
France	28,9	1,3	-9,7	-15,1	-19,2	-25,6	-17,4	-9,3	-8,2	6,0	
Allemagne	14,8	-2,5	-2,5	-13,3	-5,4	-4,7	-1,6	3,2	-6,5	-0,7	
Pays-Bas	7,7	5,1	4,7	9,4	-4,9	-5,1	-2,9	-5,0	4,7	3,3	
Italie	4,9	-4,1	-6,1	15,9	-0,4	13,5	7,4	-9,0	8,7	9,2	
Luxembourg	3,8	2,7	6,8	11,8	4,8	-2,3	-13,9	-13,8	-9,9	5,7	
Autres Zone euro	7,3	13,6	9,9	23,6	7,5	-3,4	-0,2	-3,9	0,6	14,3	
Royaume-Uni	6,1	5,1	7,0	10,9	2,1	0,1	3,5	-5,9	-0,4	6,5	
Autres pays UE	6,0	4,0	8,7	14,1	3,3	2,2	-0,4	3,7	10,1	27,5	
Autres Europe	2,7	-6,2	-9,4	-12,2	0,0	-0,5	8,4	4,6	9,1	12,3	
USA	6,7	23,0	81,3	61,3	20,5	21,1	-5,7	-3,9	-3,6	-18,3	
Asie	5,9	4,6	12,6	1,1	-8,9	-2,8	13,2	15,4	24,3	25,6	
Autres	5,1	-10,9	-7,8	2,4	2,0	-7,8	-6,2	-7,7	21,7	-13,9	
Total	100,0	2,0	1,0	-0,4	-6,2	-9,6	-6,2	-4,0	-0,4	5,1	

Source : Belgostat - BNB - Calculs IWEPS

Exportations de marchandises de Wallonie, selon la nature des produits, variations annuelles en pourcentage

Nature des produits	Part du secteur en % (2016)	Variation à un an d'écart									
		2014.IV	2015.I	2015.II	2015.III	2015.IV	2016.I	2016.II	2016.III	2016.IV	
Produits du règne animal et végétal, graisses, huiles...	5,6	4,7	-9,9	-4,6	-7,7	-9,8	0,0	-5,4	-1,3	7,5	
Produits alimentaires, boissons, tabac	5,6	-0,3	0,1	4,7	5,5	8,9	9,8	3,6	5,8	-0,1	
Produits minéraux	10,1	-7,8	4,0	-12,3	1,8	-26,7	-42,7	-26,7	-30,5	0,2	
Produits des industries chimiques, matières plastiques et caoutchouc	36,2	11,8	2,7	0,5	-12,3	-10,8	-2,9	0,3	9,9	11,7	
Bois et liège, pâtes de bois, papier, carton	3,5	0,5	2,3	8,1	1,3	1,6	-4,0	-8,2	-3,2	-4,6	
Matières textiles, vêtements, chaussures, cuirs...	1,9	2,5	13,5	5,5	-7,8	-3,0	-8,0	-1,8	3,5	0,1	
Ouvrages en pierres; ciments, céramiques; verre	2,2	-17,0	-8,6	1,9	9,0	-9,6	-12,2	-16,5	-20,4	-5,6	
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	11,9	2,2	1,5	6,6	-8,1	-10,7	-8,1	-9,2	-4,9	15,6	
Machines et appareils; matériel électrique	11,2	-3,9	-1,7	-5,3	-7,0	0,2	7,4	4,5	-1,6	-14,1	
Matériel de transport	3,9	-0,2	3,4	1,5	-4,4	-0,7	9,1	6,2	8,2	7,9	
Optique, précision, horlogerie, instruments de musique	5,1	6,5	9,1	7,4	-4,8	3,2	22,4	12,6	25,5	9,5	
Autres	2,9	-9,7	-16,2	7,8	4,7	-13,3	4,8	1,5	20,3	3,4	
Total	100,0	2,0	1,0	-0,4	-6,2	-9,6	-6,2	-4,0	-0,4	5,1	

Source : Belgostat - BNB - Calculs IWEPS

Indicateurs macro-économiques

Marché de l'emploi

Région wallonne (années-repères - milliers de personnes et taux en %)								
	2006	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2021
1. Population totale	3 425	3 536	3 555	3 570	3 583	3 596	3 615	3 695
2. Population d'âge actif	2 243	2 327	2 330	2 331	2 331	2 332	2 339	2 344
3. Population inactive	1 181	1 209	1 225	1 239	1 252	1 264	1 276	1 351
4. Population active (5+6)	1 606	1 636	1 641	1 637	1 638	1 635	1 633	1 655
5. Population active occupée	1 296	1 362	1 367	1 359	1 362	1 374	1 383	1 436
a. Emploi intérieur	1 153	1 219	1 222	1 217	1 218	1 228	1 237	1 282
b. Solde frontalier	22	23	25	25	27	29	29	32
c. Solde navettes interrégionales (1)	120	120	120	117	118	117	117	122
6. Chômage	310	273	275	278	275	261	250	219
a. Demandeurs d'emploi	272	244	248	253	254	242	233	215
b. Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	38	29	27	25	22	19	17	5
Taux d'emploi (5/2)	57,8	58,5	58,6	58,3	58,4	58,9	59,1	61,2
Taux d'activité (4/2)	71,6	70,3	70,4	70,2	70,3	70,1	69,8	70,6
Taux de chômage (concept BFP)(6/4)	19,3	16,7	16,7	17,0	16,8	16,0	15,3	13,3
Taux de chômage (hors chômeurs âgés)	17,3	15,2	15,3	15,7	15,7	15,0	14,4	13,0
Taux d'emploi "EU2020" (2)	61,7	62,2	62,5	62,3	61,8	61,5	61,8	64,0
	2006	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2021
Bruxelles								
Taux d'emploi (5/2)	57,9	57,1	56,8	56,2	56,1	56,5	56,6	57,3
Taux d'activité (4/2)	73,9	72,2	71,8	71,2	71,0	70,3	69,7	69,4
Taux de chômage (concept BFP)(6/4)	21,6	21,0	21,0	21,1	21,0	19,7	18,8	17,4
Taux de chômage (hors chômeurs âgés)	19,7	19,7	19,8	20,0	20,0	18,7	17,9	17,1
Taux d'emploi "EU2020" (2)	58,0	58,2	58,2	56,8	58,7	58,7	58,9	59,8
Flandre								
Taux d'emploi (5/2)	66,9	68,1	68,2	67,9	68,0	68,5	68,9	71,8
Taux d'activité (4/2)	73,8	73,9	74,1	74,1	74,4	74,7	74,9	76,8
Taux de chômage (concept BFP)(6/4)	9,3	7,8	8,0	8,4	8,5	8,3	8,0	6,5
Taux de chômage (hors chômeurs âgés)	7,3	6,4	6,7	7,3	7,6	7,6	7,4	6,3
Taux d'emploi "EU2020" (2)	70,7	71,8	71,5	71,9	71,9	71,9	72,3	75,3
Belgique								
Taux d'emploi (5/2)	63,1	63,9	63,9	63,5	63,7	64,1	64,4	66,8
Taux d'activité (4/2)	73,1	72,6	72,7	72,6	72,7	72,7	72,7	74,0
Taux de chômage (concept BFP)(6/4)	13,7	12,0	12,1	12,4	12,4	11,9	11,4	9,7
Taux de chômage (hors chômeurs âgés)	11,7	10,6	10,8	11,2	11,4	11,0	10,6	9,5
Taux d'emploi "EU2020" (2)	66,6	67,3	67,2	67,2	67,3	67,2	67,5	70,0

(1) Séries lissées basées sur les Enquêtes sur les Forces de travail et les données de l'ONSS.
(2) Mesuré sur la base de l'Enquête sur les Forces de travail, classe d'âge de 20 à 64 ans.
Source : Calculs BFP, IBSA, IWEPS, SVR sur la base de données ICN, DGS, ACTIRIS, VDAB, FOREM, ONSS et ONEM.
Pour les comparaisons internationales: Taux de base par région calculés sur la base de l'Enquête sur les forces de travail

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de chômage BIT (actifs en chômage BIT / population active totale)								
Wallonie	10,1	11,2	11,5	9,5	10,1	11,4	12,0	12,0
Bruxelles	16,0	15,9	17,4	17,1	17,5	19,3	18,5	17,5
Flandre	3,9	5,0	5,2	4,3	4,6	5,1	5,1	5,2
Belgique	7,0	8,0	8,4	7,2	7,6	8,5	8,6	8,6

Source : Institut national de statistique. Statistiques sociales. Enquête sur les forces de travail 2009-2010-2013.
Tableau T1.004 - IWEPS. Séries statistiques du marché du travail en Wallonie, décembre 2010, janvier 2012, avril 2016, p. II.5

Définitions

- 1) La population active (ou l'offre de travail) d'une région regroupe l'ensemble des travailleurs et des demandeurs d'emploi résidant dans cette région. Dans son acceptation large (concept bfp), la population active inclut les chômeurs âgés.
- 2) L'emploi intérieur (ou emploi au lieu de travail) d'une région recouvre tous les travailleurs qui travaillent dans cette région. En y ajoutant le solde des navetteurs et le solde frontalier, on obtient le nombre de résidents détenant un emploi, ou encore la population active occupée.
- 3) Le solde des navettes d'une région correspond à la différence entre les résidents de cette région qui travaillent dans une des deux autres régions et les résidents d'une des deux autres régions qui travaillent dans cette région.
- 4) Le chômage selon le concept BFP constitue une acceptation large du chômage administratif. Il inclut également les chômeurs bénéficiaires du statut de chômeur âgé dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi. Considérant que ces derniers font toutefois partie de l'offre de travail, c'est ce concept élargi qui est retenu dans la présente projection.

Indicateurs macro-économiques

Evolution du taux d'emploi EFT par grands groupes d'âges et par régions

Evolution du taux d'emploi						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'emploi de la population de 15 à 64 ans						
Wallonie	56,7	57,0	57,3	57,0	56,5	56,2
Flandre	66,3	66,2	65,9	66,2	66,4	66,4
Bruxelles	54,8	53,8	54,0	52,6	54,3	54,2
Belgique	62,0	61,9	61,9	61,8	61,9	61,8
EU-28	64,1	64,2	64,1	64,1	64,9	65,6
EU-15	65,4	65,4	65,1	65,0	65,6	66,2
Taux d'emploi de la population de 15 à 24 ans						
Wallonie	22,0	22,9	22,9	19,5	19,1	18,5
Flandre	28,8	29,4	28,1	27,7	27,1	27,9
Bruxelles	16,6	17,7	17,5	15,3	15,9	14,9
Belgique	25,2	26,0	25,3	23,6	23,2	23,4
EU-28	33,8	33,3	32,5	32,1	32,5	33,1
EU-15	36,6	36,2	35,1	34,6	34,6	35,1
Taux d'emploi de la population de 25 à 49 ans						
Wallonie	75,6	75,3	75,5	75,6	74,7	73,3
Flandre	86,8	86,4	85,9	85,7	85,8	85,2
Bruxelles	68,4	65,7	66,2	64,4	66,5	66,7
Belgique	81,2	80,5	80,3	79,9	79,9	79,2
EU-28	78,2	78,1	77,6	77,1	77,6	78,2
EU-15	78,3	78,2	77,5	77,0	77,3	77,8
Taux d'emploi de la population de 50 à 64 ans						
Wallonie	47,3	48,2	48,8	50,09	50,1	51,6
Flandre	53,1	53,6	54,6	56,53	57,5	58,1
Bruxelles	49,9	51,7	50,8	50,91	52,6	52,3
Belgique	50,9	51,6	52,4	53,97	54,7	55,5
EU-28	56,6	57,3	58,4	59,2	60,6	61,8
EU-15	58,5	59,2	60,2	61,1	62,3	63,4

Source: EFT - Calculs IWEPS